

La Manche : un territoire riche de promesses pour l'avenir

Un département, trois potentiels économiques

Un cadre environnemental préservé, un certain équilibre social et une économie relativement diversifiée constituent autant de ressources pour le département de la Manche. S'il attire touristes et nouveaux résidents, le département ne profite peut-être pas pleinement de ces atouts : les jeunes quittent le territoire, la capacité d'accueil touristique reste limitée, et certaines activités de la sphère présentielle pourraient être consolidées.

La Manche dispose aussi de cartes à abattre dans le secteur productif. Électro-nucléaire et construction navale ont apporté une spécificité technique au Cotentin, qui pourrait aujourd'hui se diversifier dans la filière éolienne offshore. L'agroalimentaire, bien présente sur le territoire, pourrait aussi se développer en soutenant l'innovation et la création de nouvelles activités. Au-delà de ces filières maîtresses, des entreprises de taille moyenne structurent un tissu économique relativement diversifié dans la Manche. Il importe de le maintenir afin de préserver l'équilibre du territoire.

La Manche compte 495 000 habitants. Ce territoire est bordé au sud par l'Ille-et-Vilaine (région Bretagne) et la Mayenne (région Pays de la Loire). Il bénéficie d'un caractère maritime important, avec 355 kilomètres de côtes, et se classe au cinquième rang des départements maritimes français après le Finistère (795 km de linéaire côtier), le Morbihan (513 km), la Corse-du-Sud (466 km) et la Charente-Maritime (364 km). La Manche présente aussi une identité rurale importante : 31 % des communes du département se situent hors de l'influence urbaine contre 21 % en moyenne en France hors Île-de-France.

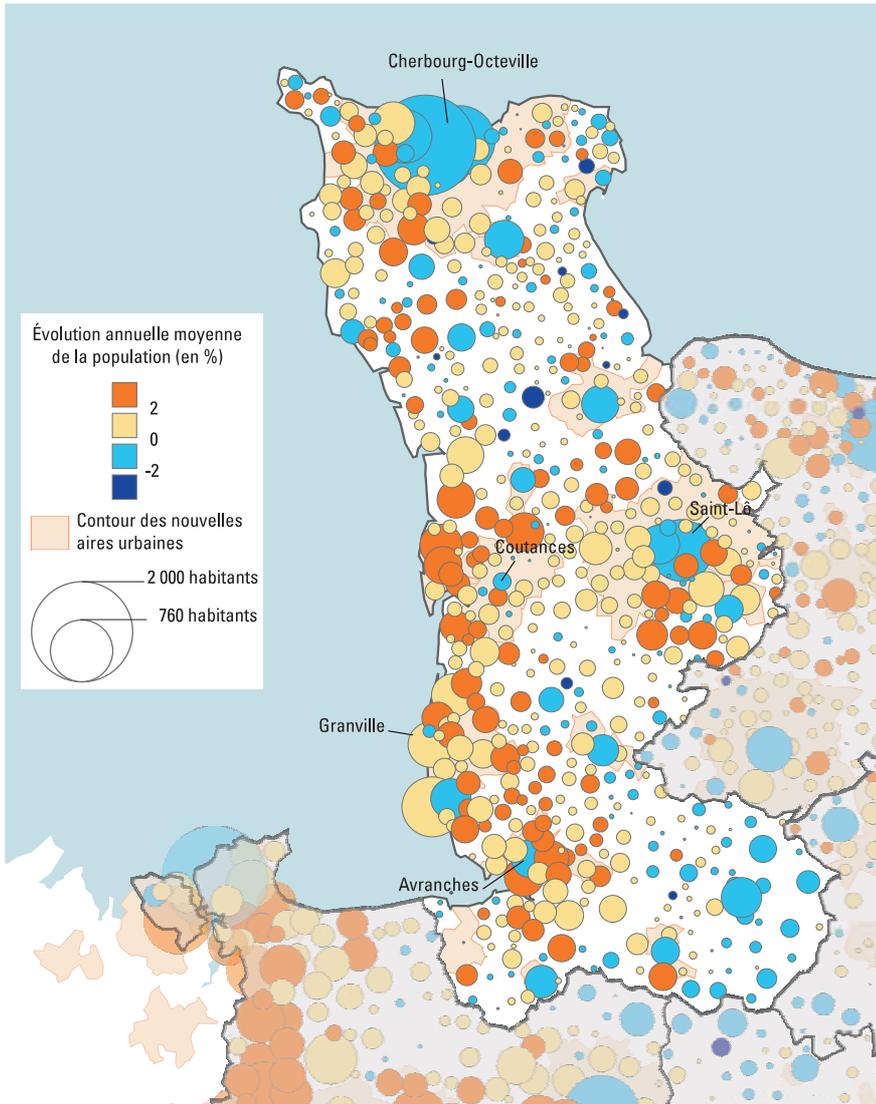
Un regain démographique depuis le début des années 2000

Depuis le début des années 1960, la population manchoise a connu une croissance à la fois moins rapide et plus heurtée que dans la Région ou en France métropolitaine. L'évolution démographique du département a été marquée par divers mouvements migratoires plus ou moins favorables : exode rural, afflux et reflux temporaires de populations avec le début et la fin des "grands chantiers" dans le Cotentin. Ainsi, la progression démographique du territoire a surtout été portée par un excédent naturel s'érodant au fil du temps du fait du vieillissement de la population. Entre 1999 et 2007, la Manche a gagné 13 400 habitants, soit une progression moyenne de 0,34 % par an contre 0,05 % dans les années quatre-vingt-dix. Ces

Le Département de la Manche s'est engagé dans une démarche de réflexion de prospective territoriale, intitulée "écrivons ensemble la Manche de demain", définissant des orientations stratégiques de développement du territoire. Afin de mener à bien cette approche, le conseil général et l'Insee se sont associés dans une action commune dont ce diagnostic constitue le 1^{er} volet. Les forces, faiblesses, opportunités et menaces identifiées ici serviront de base à l'analyse. Ce diagnostic est axé sur les évolutions démographiques et sur l'économie. Par la suite, l'Insee participera, en tant qu'expert aux instances de pilotage de la démarche, chargées d'élaborer une vision pour la Manche. Les scénarios retenus seront présentés dans un "Livre blanc", document de prospective territoriale. L'Insee et le conseil général de la Manche rédigeront une synthèse de ce "Livre blanc", constituant ainsi le second volet de ce partenariat.



Évolution de la population communale entre 1999 et 2007



Source : Insee, recensements de la population

© IGN - Insee Basse-Normandie

nouveaux habitants venus d’outre-manche pour le territoire ne faiblit pas : les arrivées de personnes venant du Royaume-Uni sont passées de 100 par an entre 1990 et 1999 à 400 par an durant la période 2002-2007. Le bocage Mortainais est particulièrement prisé par ces nouveaux habitants.

Mais, à l’image de la plupart des territoires ruraux, la Manche voit de nombreux jeunes de 15 à 24 ans partir poursuivre leurs études ou exercer un premier emploi dans les métropoles universitaires et économiques, aux premiers rangs desquelles figurent Caen et Rennes. Au total, le solde des mouvements migratoires est négatif pour les 15-24 ans (- 7 800 en cinq ans), positif pour les enfants de moins de 15 ans et les adultes de 25 à 54 ans (+ 3 800), ainsi que les personnes âgées 55 ans et plus (+ 4 200).

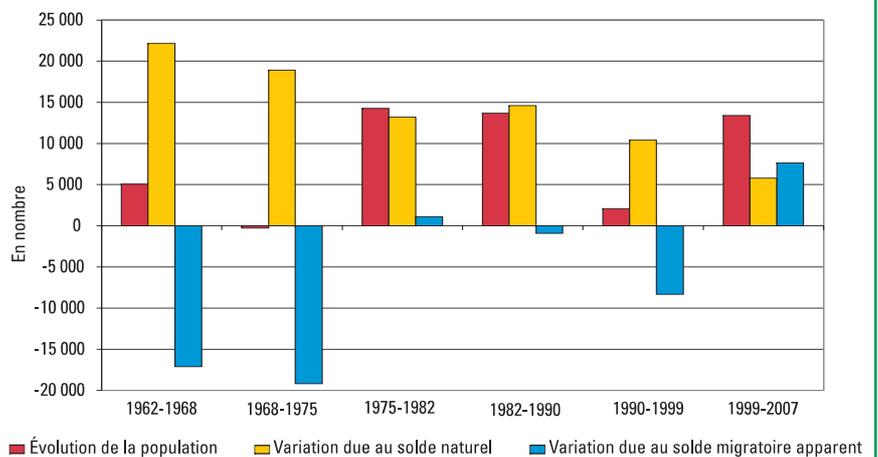
Les migrations : un enjeu pour l’avenir

Ces migrations ont des conséquences fortes sur la population résidente : elle est plus âgée qu’en moyenne nationale ou régionale, les personnes de 60 ans et plus représentant 26 % de la population alors qu’elles sont 24 % en Basse-Normandie et 23 % en Province. Les seniors sont davantage présents dans les arrondissements d’Avranches et de Coutances. La part des 60 ans et plus dépasse même le tiers de la population dans les communes situées sur le littoral ouest, sur la côte est du Cotentin et dans le sud-est du département. A l’opposé, les jeunes de moins de 25 ans sont plus présents dans les arrondissements de Cherbourg et de Saint-Lô, plus urbanisés.

gains concernent principalement les communes périurbaines surtout celles des pôles d’Avranches et de Granville, ainsi que le littoral ouest et sud du département. En revanche, la population continue à baisser dans le bocage Mortainais, dans les pôles urbains de Cherbourg-Octeville et de Saint-Lô, mais également dans la région des marais du Cotentin.

Si la Manche a conservé un bilan naturel positif, elle accueille aussi des ménages avec enfants et, bien plus encore, des personnes âgées. Ces nouveaux résidents manchois, principalement originaires du reste de la région ou d’Île-de-France, s’installent surtout le long des littoraux ouest et sud, ainsi que dans les pôles urbains. Le département de la Manche attire également des personnes arrivant de l’étranger, notamment du Royaume-Uni. L’intérêt de ces

Évolutions de la population de la Manche

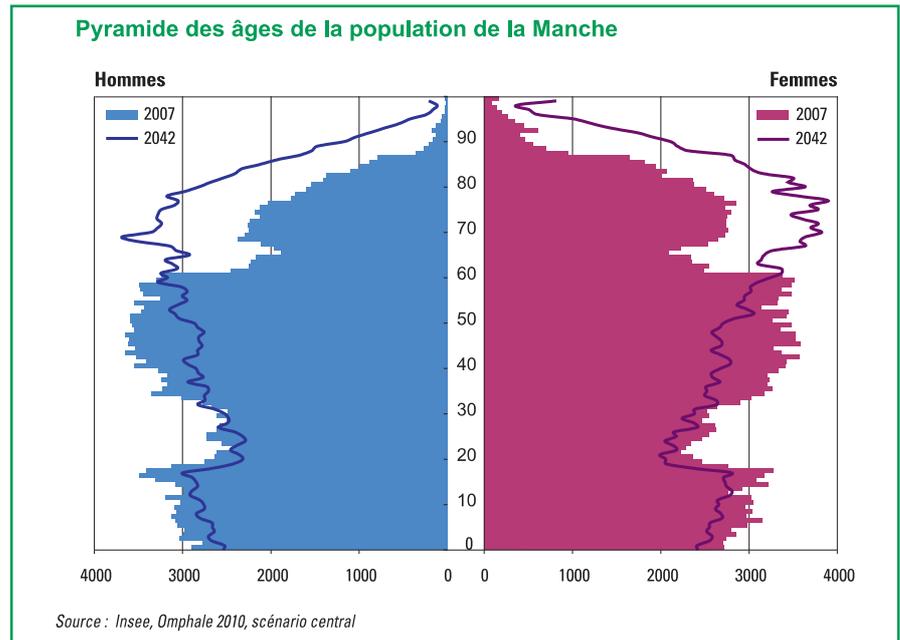


Source : Insee, recensements de la population

Dans les années à venir, si les dernières tendances démographiques se poursuivent, la Manche continuerait à gagner des habitants, bien qu'à un rythme inférieur au niveau régional et national. Entre 2007 et 2042, la population manchoise pourrait augmenter de 28 000 habitants. Cette croissance serait, en grande partie, tirée par celle de l'arrondissement de Coutances et devrait être uniquement alimentée par les migrations, notamment par l'installation de seniors. Néanmoins, cet afflux de retraités, accompagnant l'arrivée aux âges avancés des générations nombreuses nées pendant les "Trente Glorieuses", pourrait peser sur le solde naturel par une augmentation mécanique du nombre de décès. Ceci s'ajoutant aux départs des jeunes, la croissance de la population manchoise pourrait, à terme, s'essouffler.

Le vieillissement, touchant l'ensemble du territoire national par l'effet "papy-boom", sera davantage marqué dans la Manche du fait de la structure de sa population et des migrations. Ce phénomène démographique aura aussi un impact économique : moins de jeunes et d'actifs, mais un développement attendu des services aux personnes âgées, plus nombreuses. A court et moyen termes, des besoins de renouvellement de main-d'œuvre et d'aide à la transmission d'entreprises se feront par ailleurs sentir, notamment chez les travailleurs indépendants (exploitants agricoles, commerçants, artisans et chefs d'entreprise) et les professions libérales. En 2007, 23 % des personnes occupant un emploi dans la Manche ont 50 ans ou plus, soit autant qu'en métropole. Mais ce taux atteint 42 % pour les professions libérales et 37 % chez les commerçants. Les cadres de la fonction publique sont également concernés (33 %).

Un premier enjeu pour la Manche pourrait être de maintenir son dynamisme démographique tout en assurant le renouvellement de sa population active. Les phénomènes de compétition territoriale risquent toutefois de s'accroître, et la Manche ne pourra que bénéficier d'efforts complémentaires sur les conditions d'accueil. Le territoire manchois pourrait ainsi veiller à investir dans les domaines de la santé, de la culture, des transports et dans les commerces de bouche. Profitant d'une armature urbaine relativement dense et bien articulée autour de villes moyennes, l'accessibilité aux équipements et services de proximité serait ainsi consolidée. L'équilibre social, enfin, avec une faible disparité des revenus et des formes de pauvreté moins sensibles qu'ailleurs, constitue aussi un atout à préserver.



Conforter le potentiel touristique

Le département de la Manche dispose de grands espaces préservés (les parcs naturels régionaux des Marais du Cotentin et Normandie-Maine ainsi que le littoral), de sites de renommée mondiale (Mont Saint-Michel et sa baie, sites du débarquement), ou encore d'un patrimoine Vauban remarquable (Saint-Vaast-la-Hougue, Tatihou...). Il pourrait toutefois en profiter mieux encore en développant un tourisme de bord de mer aussi bien qu'un tourisme vert. Le tourisme dans la Manche rassemble 6 400 emplois au cœur de la filière (secteurs de l'hébergement et de la restauration) et 2 000 emplois induits (secteurs de la culture et des loisirs), soit moins que les 5 % d'emplois que représentent ces secteurs en France.

L'offre d'hébergement dans la Manche est inférieure à celle des départements bretons et des autres départements ayant une façade atlantique, derrière aussi le Calvados. Elle est également peu diversifiée puisqu'elle se compose en majorité de résidences secondaires et de campings, concentrés sur le littoral. L'hôtellerie, en particulier haut de gamme, reste peu développée (seulement deux hôtels 4*), et concentrée autour de Cherbourg et dans la baie du Mont Saint-Michel. La capacité d'accueil dans les gîtes et chambres d'hôtes labellisés est également inférieure à celle du Calvados (1 720 contre 2 263). Cette répartition entraîne une prépondérance de courts séjours et une très forte saisonnalité de la fréquentation. Elle ne permet pas de

satisfaire l'ensemble de la clientèle touristique et représente donc un potentiel économique fort à valoriser et à développer.

Tourisme de passage, vieillissement prononcé, attrait de nouveaux habitants sont autant de facteurs susceptibles de créer des besoins dans la sphère présente. En suscitant la demande, les nouveaux habitants, au niveau de vie relativement plus élevé, participent au soutien des services à la population. Parmi les retraités récemment installés, un tiers sont d'anciens cadres ou exerçaient une profession intermédiaire, contre 16 % de l'ensemble des retraités manchois. Ces seniors sont une opportunité de développement des services, du commerce et des loisirs. D'autre part, les besoins liés à la dépendance, en particulier pour les octogénaires et leurs aînés, vont s'accroître. D'ici à 2042, le nombre de personnes âgées de 80 ans et plus devrait largement doubler, occasionnant des besoins dans le domaine des services aux personnes âgées (soins médicaux, soins à domicile, hébergement, services de repas à domicile et, en conséquence, formations dans le domaine médico-social).

Une croissance de l'emploi est sans doute à attendre du développement de ces services à la population. Cependant, ces emplois appartenant à l'économie présente sont souvent peu qualifiés et assez peu rémunérateurs. Afin d'attirer des actifs sur ses terres, le département de la Manche possède une autre carte : il dispose actuellement d'un potentiel productif non négligeable et diversifié.

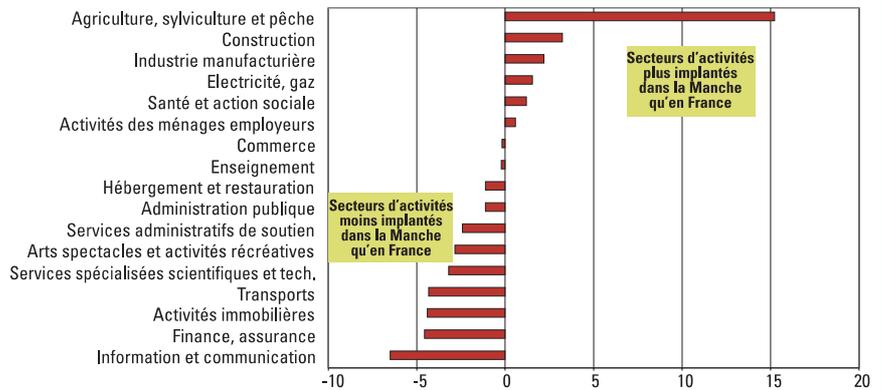
Un tissu productif à valoriser

Par rapport à ses voisins bas-normands, la Manche a mieux résisté à la crise de l'automne 2008. Certains avantages lui permettent de mieux supporter la concurrence et les aléas de la conjoncture mondiale. Le territoire dispose d'un tissu de petites et moyennes entreprises bien développé. Près des deux tiers des salariés de la Manche travaillent dans une PME, contre 59 % en France. Ces unités économiques sont très ancrées localement, leurs centres de décision se trouvant le plus souvent dans le département. La plupart des grandes entreprises et des grands établissements sont visibles dans l'industrie, secteur de loin le plus concentré.

L'appareil productif manchois a connu de profondes mutations ces trente dernières années. Il s'est rapproché de la structure nationale au fur et à mesure de la contraction des emplois agricoles. Peu dépendante des marchés extérieurs, la sphère présente concentre 63 % des emplois dans la Manche en 2007, contre 64 % en France métropolitaine.

L'agriculture et la pêche représentent encore 7,8 % des emplois en 2007. Cette proportion est supérieure à celle du Calvados et de l'Orne (4,8 %), et bien au-delà de la moyenne métropolitaine (3,1 %). Aux côtés de l'élevage bovin, destiné à la production de lait et de viande, la production maraîchère a pris de l'ampleur. Ces secteurs favorisent l'implantation de filières de transformation agroalimentaire comme débouchés aux productions agricoles locales, dégageant plus de valeur ajoutée. L'industrie conserve un poids important, en regroupant 16,5 % des emplois (13,3 % au niveau national). Elle est spécialisée dans des domaines moins directement exposés aux soubresauts de la conjoncture mondiale : nucléaire, construction navale et

Spécificités des secteurs d'activité dans la Manche



Indice de spécificité sectoriel : $I = (\text{part d'un secteur donné dans l'emploi total de la Manche}) * 10 / (\text{part de ce même secteur dans l'emploi total en France}) - 10$

Note de lecture : un indice de spécificité supérieur à 0 signifie une surreprésentation de l'activité économique dans le département de la Manche par rapport à la France. Quand l'indice est nul, le secteur est autant représenté en France que dans la Manche.

Source : Insee, recensement de la population 2007

agroalimentaire. Ainsi, entre 2002 et fin 2009, le recul des effectifs industriels a été plus contenu dans la Manche (- 6 %) que dans le reste de la région (- 17 %) et qu'en France métropolitaine (- 20 %).

Un bémol toutefois, les services destinés aux entreprises sont sous-représentés. La mauvaise conjoncture générale en 2009 a eu un impact sur ces activités, et témoigne d'une certaine fragilité des relations entre clients et prestataires dans la Manche. Ce secteur concentre 14 % de l'emploi contre 23 % en France et 18 % dans le reste de la Basse-Normandie (la Manche se situe au 85^e rang pour la part de l'emploi des services aux entreprises dans l'emploi total). Cette faiblesse est surtout manifeste dans le transport et la logistique, le conseil et l'assistance (comptabilité, gestion, ...), l'information et la communication, mais aussi

dans les activités de recherche et développement (hors services de R&D des entreprises). Or ces domaines constituent des soutiens externes indispensables à la compétitivité des grandes entreprises, notamment industrielles. Celles-ci ont, en effet, tendance à se recentrer sur leur cœur d'activité en externalisant une partie de leur fonctionnement. En revanche, les activités techniques et d'ingénierie, développées pour le nucléaire dans le Cotentin, sont bien implantées. L'ambition du département de déployer un réseau très haut débit sur l'ensemble du territoire pourrait constituer un levier de développement pour ces entreprises, tout en soutenant le secteur des technologies de l'information et de la communication.

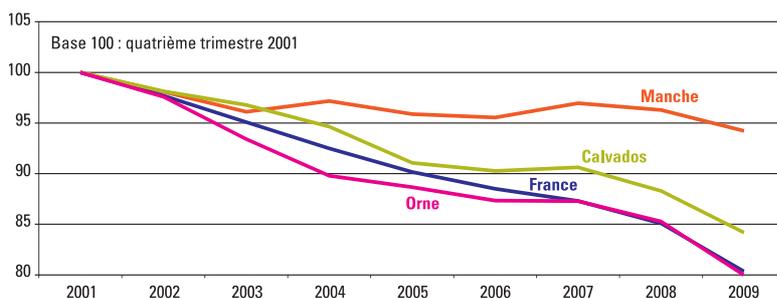
Un département, trois potentiels économiques

D'un certain point de vue, la relative diversité des activités économiques, en particulier productives, constitue un atout pour la Manche et ses territoires. La consolidation des avantages productifs constitue un enjeu autant que le maintien des équilibres.

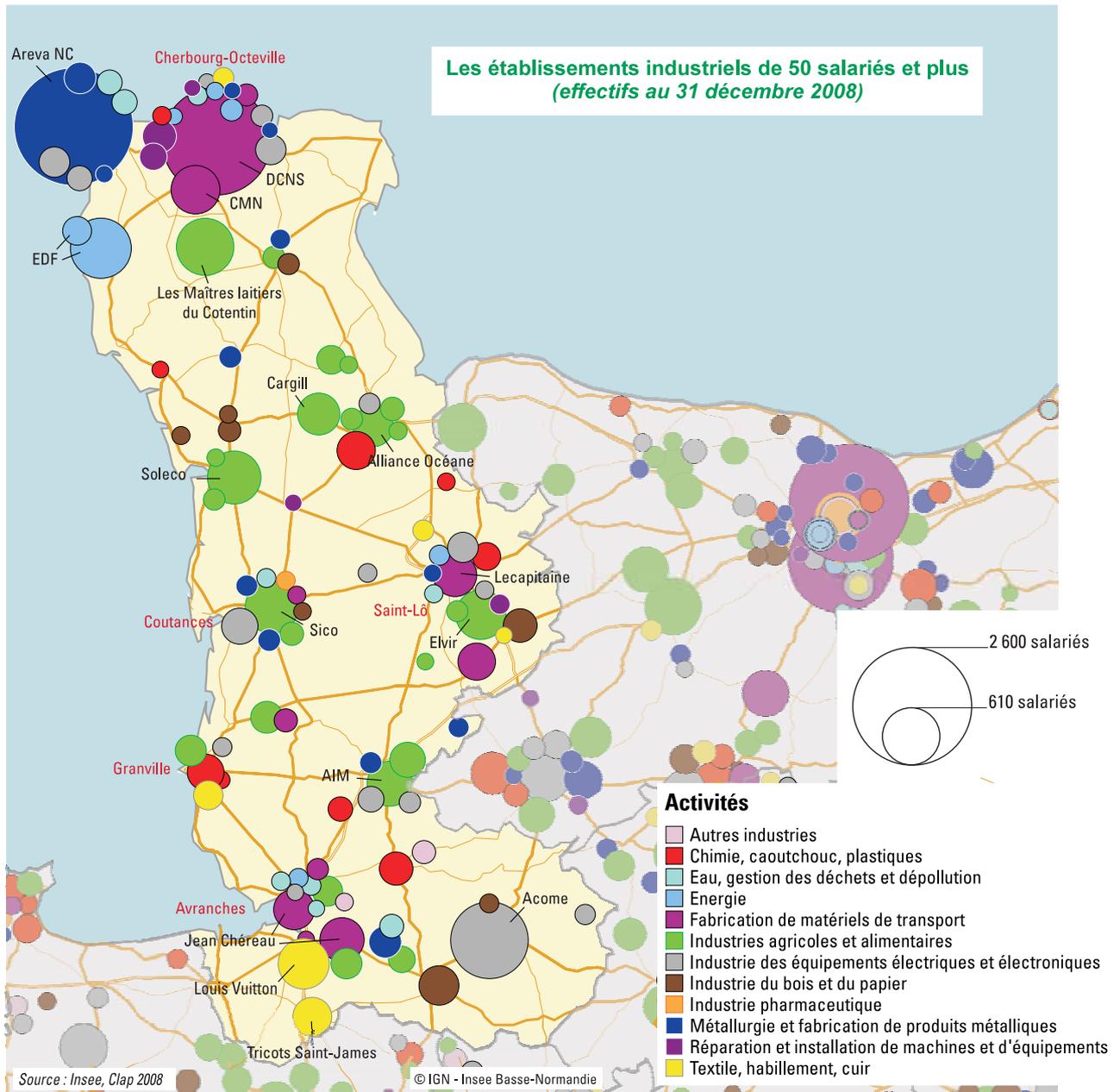
Vers une diversification de ses filières "maîtresses" ?

La filière électronucléaire et la construction navale, regroupant 8 700 emplois directs, soit plus du quart de l'emploi industriel manchois, pèsent dans l'économie manchoise. Le nord du département concentre

Évolution des effectifs salariés de l'industrie



Source : Insee, estimations d'emploi salarié



la quasi-totalité des emplois de ces secteurs d'activité, les grands donneurs d'ordre (EDF, Areva, DCNS) comme les nombreuses entreprises de sous-traitance dans la construction et la mécanique industrielle, ou encore dans l'assistance technique. Cette industrie est relativement moins exposée aux aléas des marchés mondiaux, mais répond à des logiques particulières (commandes d'État, considérations géopolitiques...). Le paysage économique et démographique du Cotentin en a ressenti les conséquences profondes pendant les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix : positives quand le nucléaire se développait au travers des "grands chantiers", négatives lorsque la baisse des commandes militaires a frappé la construction navale. Par

voie de conséquence, le département entier a subi ces épisodes puisque le Cotentin rassemble 40 % de la population et des emplois manchois. Depuis, l'industrie nucléaire a adopté un rythme de croisière avec une croissance modérée des effectifs salariés, tandis que la construction navale continue de perdre des emplois.

Aucun autre secteur industriel de poids n'a émergé dans cette portion de territoire. Seuls des emplois tertiaires, notamment dans l'administration publique et l'action sociale, ont amorti les diminutions d'emploi passées. Avec le développement des énergies renouvelables en mer (éolien, hydrolien), une nouvelle filière industrielle devrait s'ouvrir dans le Cotentin. Le nord de

la Manche possède, en effet, un savoir-faire industriel et des qualifications dans les métiers de l'installation et de la maintenance industrielle, transposables aux besoins de la filière éolienne offshore. Le 6 avril dernier, l'État a sélectionné le projet d'EDF-Alstom qui prévoit d'implanter à Cherbourg-Octeville la fabrication de pâles et de mâts d'éolienne. En prévoyant la création de 500 emplois directs et 2 000 emplois indirects, ces entreprises pourraient impulser une nouvelle dynamique industrielle. Développer une synergie entre les différents acteurs économiques du territoire autour des énergies renouvelables, notamment marines, pourrait ainsi constituer un enjeu économique pour le département de la Manche.

L'agroalimentaire, un potentiel prometteur

Avec 21 000 emplois directs, l'agroalimentaire est une filière importante dans la Manche, surtout dans le centre du département. Cette zone abrite, en effet, 45 % des emplois manchois de la pêche, de la conchyliculture et des filières de production et de transformation de produits agricoles. Ces derniers sont toutefois concentrés dans un nombre réduit de gros établissements, installés au cœur du bassin de production : Sico à Coutances (525 emplois), Soleco à Lessay (525 emplois), Elvir à Condé-sur-Vire (462 emplois) et AIM à Sainte-Cécile (382 emplois), pour ne citer que les plus importants. La présence de la filière agricole a entraîné l'installation de prestataires de services et d'entreprises commerciales (comptabilité, gestion, informatique, laboratoires, matériel agricole, transport...). Ils peuvent constituer un socle de développement de l'emploi dans les services aux entreprises nécessaire à la compétitivité du territoire. Saint-Lô a d'ailleurs été identifié comme pôle régional agroalimentaire : l'agglomération accueille des laboratoires d'analyse, des centres de formations dans l'agroalimentaire (notamment l'école d'ingénieur Esix) et le futur centre de recherche Adria Normandie.

Mais, quelle que soit sa localisation dans le département, l'industrie agroalimentaire est majoritairement tournée vers la transformation des produits agricoles dominants dans le territoire à savoir le lait, la viande et les légumes. En dépit de son caractère maritime, l'industrie de transformation du poisson est peu présente. Il en est de même de la fabrication de produits "élaborés" (plats cuisinés, aliments pré-cuits, produits panés, transformation de fibres végétales...), secteur permettant de valoriser les productions agricoles au gré des nouveaux modes de consommation. A titre comparatif, pour 100 emplois dans l'agriculture et la pêche, la Bretagne (région également très agricole et tournée vers l'élevage) réunit 88 emplois dans l'agroalimentaire, alors que la Manche n'en regroupe que 38. Le potentiel agricole pourrait sans doute être davantage exploité au sein des entreprises de la Manche. L'intégration récente de la filière agroalimentaire bas-normande au pôle de compétitivité Valorial (Valorisation Recherche et Innovation Alimentaire) semblerait être une opportunité de développement de l'industrie de transformation des produits issus de la terre et de la mer. Elle pourrait accompagner la diffusion de l'innovation et

de la R&D au sein des entreprises manchoises et favoriser la création ou l'implantation de nouvelles activités.

Une diversité d'activités préservant l'équilibre du territoire

Loin d'être un territoire dédié à l'agriculture, à l'agroalimentaire, à l'énergie, à la construction navale et au tourisme, la Manche accueille également des industries diverses s'appuyant sur quelques entreprises de taille moyenne. Cette pluralité s'observe, en particulier, dans le sud du département. La Manche bénéficie de l'implantation d'industries des secteurs électrique et électronique, employant plus de 2 700 personnes. Cette industrie a dû faire face à des difficultés, notamment aux désengagements de grands groupes comme Alcatel. Toutefois, par son implication active dans l'aménagement numérique du département, la coopérative Acome, un des leaders européens dans la fabrication de câbles et de fibres optiques, se distingue. Elle est le plus gros employeur industriel du sud Manche (un millier de salariés). Cette entreprise participe au pôle d'excellence rurale Nove@ ayant pour but de promouvoir les TIC au service du développement durable.

Le département de la Manche jouit également de la présence d'industries de "haut de gamme" dans le cuir et le textile : Louis Vuitton à Juilley, les Tricots Saint-James à Saint-James et Grandis à Saint-Pair-sur-Mer. Il bénéficie également d'autres industries implantées de longue date et exerçant sur des créneaux éparés : le bois, le papier et l'imprimerie, la verrerie ; le plastique et le caoutchouc, ainsi que la carrosserie industrielle. Ces industries, avec leurs fournisseurs et sous-traitants, épaulent le tourisme et le commerce local en maintenant des activités hors de la bande littorale. Elles contribuent ainsi à un développement équilibré du territoire.

Ainsi, de nouvelles voies de développement s'ouvrent dans le département de la Manche. Ce sont autant d'opportunités d'emplois qui pourraient attirer de nouvelles populations, ou maintenir sur place une partie des plus jeunes. Le soutien, la valorisation et le développement des différentes activités économiques permettraient ainsi au département de la Manche d'assurer son avenir.

Anne-Claire FRETAY
Insee

Définition :

Économie présentielle : L'économie présentielle regroupe les activités mises en œuvre localement pour la production de biens et de services visant la satisfaction des besoins de personnes présentes dans la zone, qu'elles soient résidentes ou touristes.

Pour en savoir plus :

"La Basse-Normandie et la crise : Un impact comparable au niveau national", Insee, Cent pour cent Basse-Normandie n°201, juin 2010.

"L'économie manchoise résiste", Insee, L'année économique et sociale en Basse-Normandie 2011, Bilan 2011, juin 2012.

**DIRECTION RÉGIONALE
DE L'INSEE
DE BASSE-NORMANDIE**



5 rue Claude Bloch
BP 95137
14024 CAEN cedex
Tél. : 02 31 45 73 33

www.insee.fr/basse-normandie

Directrice de la publication :
Maryse CHODORGE

Service études et diffusion :
Julien BECHTEL

Rédacteur en chef :
Didier BERTHELOT

Composition PAO :
Françoise LEROND
Marie-Isabelle LARDET

Attaché de presse :
Philippe LEMARCHAND
02 31 15 11 14

© Insee 2012